

Loi de finances 2017

Un budget qui préserve l'ambition sociale du gouvernement



Le ministère du Budget, par le truchement de son responsable, Photo de droite : Mathias Otounga Ossibadjou a présenté au gouvernement le projet de loi de finances 2017.

MSM  
Libreville/Gabon

**ASSIS** principalement sur une hypothèse du prix du baril à 40 dollars US, le budget 2017 arrêté à 2477,5 milliards de FCFA a été présenté et adopté en Conseil des ministres hier jeudi 13 octobre 2016. Ce premier projet de budget du nouveau septennat du président Ali Bongo Ondimba était très attendu, dans la mesure où il devait permettre de mesurer les ambitions des autorités et satisfaire les attentes des populations, dans un contexte économique difficile, marqué par une baisse de plus de

20% des recettes pétrolières. Il ressort de l'examen du texte soumis en Conseil des ministres que le social occupe une place prépondérante dans les priorités du chef de l'Etat. Ainsi, en dépit d'une baisse globale des recettes pétrolières, l'enveloppe globale des dépenses à caractère social a connu une augmentation de 34%, soit 585 milliards de francs en 2017 contre près de 430 milliards en 2016. Au nombre des secteurs préservés et qui sont liés à la politique sociale du gouvernement figurent en bonne place l'éducation nationale (194 milliards), l'enseignement supérieur (108 milliards), la formation professionnelle (46

milliards), la santé (112 milliards) ou encore la prévoyance sociale (53 milliards). Contexte économique oblige mais également exigence des plus hautes autorités, le projet de budget 2017 marque un ralentissement en ce qui concerne les dépenses de fonctionnement qui enregistrent une baisse globale de 22%, ainsi que les dépenses de transfert qui sont en baisse de 30%, soit 108,2 milliards de FCFA. **MASSE SALARIALE\*** Dans un souci de rigueur, ce budget tente d'apporter également un début de réponse à la préoccupation concernant la masse salariale, puisque cette dernière passe de 732 à 712 milliards de FCFA.

Cette baisse substantielle s'explique notamment par les prévisions relatives aux départs à la retraite ainsi qu'à une plus grande rigueur dans le processus de recrutement, pour avoir des cadres de qualité dans nos administrations. L'importance donnée au social ne sacrifie pas l'investissement, puisque le gouvernement entend poursuivre les grands chantiers d'infrastructures auxquels l'Etat entend consacrer 392 milliards de FCFA pour achever les projets en cours, notamment ceux cofinancés. Le chantier était annoncé comme difficile, mais pour la deuxième année d'exercice en mode BOP (Budgétisation par objectif de

programme), une ventilation des crédits de personnel (Titre 2) a pu être effectuée dans les différentes missions, afin de retracer précisément le coût de chaque politique publique, au regard des performances fournies par leurs responsables. En effet, dans un contexte particulier qui fait suite aux incidents liés à la dernière échéance électorale, les administrations en charge de l'élaboration du budget ont pu relever le défi de travailler d'arche-pied pour soumettre au gouvernement un projet de texte qui respecte les délais prévus pour le calendrier budgétaire, avec pour objectif final le respect des délais constitutionnels.

Coopération Gabon-Algérie

La ligne aérienne directe entre Libreville et Alger en point de mire

Willy NDONG  
Libreville/Gabon

**LE** ministre des Transports et de la Logistique, Flavienne Mfoumou Ondo, a eu récemment une séance de travail avec l'ambassadeur d'Algérie au Gabon, Mohamed-Antar Daoud. Deux sujets principaux ont été abordés au cours de cet entretien: le renforcement de

la coopération en matière du transport aérien entre l'Algérie et le Gabon, et l'organisation d'une foire commerciale algérienne lors de la 31e édition de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) que notre pays abrite du 14 janvier au 5 février 2017. S'agissant du premier point, les deux personnalités ont exploré les voies et moyens de booster les échanges économiques et commerciaux entre l'Algérie et le Gabon, grâce au

transport aérien, qui constitue un secteur stratégique pour le développement de la coopération bilatérale. Le diplomate algérien et son hôte ont donc hâte de voir aboutir très rapidement le projet d'Accord aérien visant à créer une liaison aérienne directe Alger-Libreville par Air Algérie, et à faire bénéficier les populations gabonaises du hub d'Alger tourné vers plusieurs destinations dans le

monde à des prix défiant toute concurrence. Pour Mohamed-Antar Daoud, l'absence de liaison aérienne permanente constitue un frein à la mise en œuvre des contacts fructueux existant entre les deux Etats, à travers leurs départements du Commerce respectifs. Tout en se réjouissant de l'initiative algérienne, Mme Mfoumou Ondo s'est engagée à accompagner ce dossier conformé-

ment aux orientations des plus hautes autorités du pays. Avant de prendre congé de son hôte, le diplomate a annoncé l'organisation, par son pays, d'une foire commerciale des produits algériens issus des industries agroalimentaires, de l'électronique, du froid et du médicament. Celle-ci aura lieu durant la période de la Coupe d'Afrique des nations que le Gabon abrite en janvier et février prochains.

Automobile

Volkswagen, la marque la plus commercialisée en Tunisie au cours des 9 premiers mois de l'année 2016

AFP  
Tunis/Tunisie

**LA** marque allemande Volkswagen, commercialisée en Tunisie par le groupe ENNAKL Automobiles est la marque la plus vendue dans le pays, avec

4 300 unités écoulées, durant les 9 premiers mois de 2016, indique une analyse publiée par l'intermédiaire en Bourse Mac SA. Avec une part de marché de 9,61%, elle vient de détrôner Citroën qui occupait, en 2015, la tête de ce classement avec 5 201 véhicules vendus contre 4 146, cette année.

En 2ème position de ce classement, on retrouve la marque japonaise Isuzu, avec 4 295 véhicules vendus, soit une part de marché de 9,60%. La marque sud-coréenne Kia est classée 3ème, avec 4 222 unités vendues, soit une part de marché de 9,44%. En ce qui concerne les VP

(véhicules particuliers), Kia est la marque la plus vendue en Tunisie au cours de la période d'analyse. En dépit de la situation économique difficile que traverse la Tunisie, son secteur automobile est florissant et, ce, depuis 4 ans, au détriment du marché parallèle qui a ralenti de 13,8%, durant

les 9 premiers mois de l'année en cours. Au total, le marché officiel de l'automobile en Tunisie a écoulé, au 30 septembre 2016, près de 44 726 véhicules neufs, ce qui représente une augmentation de 14,74% par rapport à la même période de 2015 (38 977 véhicules).

Brèves

Transport aérien/ LATAM Airlines fait sa première incursion dans le ciel africain

La compagnie aérienne latino-américaine LATAM Airlines a inauguré, le 2 octobre dernier, une nouvelle ligne reliant l'aéroport brésilien de Sao Paulo Guarulhos à celui de Johannesburg, marquant ainsi sa première incursion dans le ciel africain. La nouvelle liaison sera opérée à raison de trois fréquences par semaine (mercredi, vendredi et dimanche) à bord d'un Boeing 767-300. Sur cette route, LATAM Airlines sera en concurrence directe avec South African Airways, qui offre dix vols par semaine entre Sao Paulo et Johannesburg.

Kenya/ La firme allemande de consulting Rodl & Partner pose ses valises à Nairobi

Rodl & Partner, une des plus importantes firmes de consulting en Europe, a posé ses valises à Nairobi au Kenya, en signant sa deuxième présence en Afrique, après Johannesburg en Afrique du sud. La multinationale allemande atterrit sur un marché de l'accompagnement légal, fiscal et comptable, où se bousculent déjà les leaders mondiaux tels que PricewaterhouseCoopers, Ernst Young, KPMG ou Deloitte. Selon Jose Campo, manager au sein de la firme en charge du portefeuille Afrique, l'initiative se justifie par les solides fondamentaux qui caractérisent la situation économique au Kenya. Une des cibles visées dans cette expansion est celle constituée d'entreprises familiales et aussi de petites et moyennes entreprises.

Côte d'Ivoire/ Le pays puise dans ses réserves au FMI pour soutenir son équilibre extérieur

Les services du FMI et les autorités ivoiriennes sont parvenus à un accord préalable, en vue d'un programme économique triennal. Ce dernier pourrait être appuyé par deux accords, au titre de la Facilité élargie de crédit (FEC) et au titre du Mécanisme élargi de crédit (MEDC), le tout pour un montant de 487,8 millions de Droits de Tirage Spéciaux (environ 674,3 millions de dollars). Cette somme équivaut à 75% de la quote-part de la Côte d'Ivoire au sein de l'institution. En cas de validation par le conseil d'administration du FMI, les ressources mobilisées permettront à la première économie de l'UEMOA, de soutenir les principaux objectifs de son Plan National de Développement (PND).

Rassemblées par W.N.